

**PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE  
AU DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 5211-9 du conférant au président le pouvoir de donner délégation de signature sous sa responsabilité et sa surveillance au directeur général des services, au directeur général adjoint des services, au directeur des services techniques et aux responsables de service ;

Etant précisé, au terme du même article :

- que la délégation de signature peut être étendue aux attributions confiées par l'organe délibérant au Président en application de l'article L. 5211-10, sauf si cet organe en a décidé autrement dans la délibération déléguant ces attributions au Président,
- que les délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu la délibération de délégation n°C30/2020 du 14 octobre 2020, accordée au Président par le Comité syndical,

Considérant que le volume des affaires traitées nécessite, dans un souci de bonne administration des affaires communautaires, d'accorder une délégation de signature à des fonctionnaires d'autorité ;

Considérant que Monsieur Maxime DUFOUR, attaché territorial principal, exerce effectivement les fonctions de directeur général des services depuis le 1<sup>er</sup> mars 2018.

**ARRETE**

**Article 1 :**

Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la durée de mon mandat et à compter de la publicité du présent arrêté, à M. Maxime DUFOUR, directeur général des services, en ce qui concerne la possibilité :

**Finances :**

- De créer et modifier les tarifs des droits prévus au profit du SICOVAD qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- De procéder, dans les limites des crédits votés au budget primitif ainsi que lors des décisions modificatives ultérieures, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au « a » de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- De réaliser les lignes de trésorerie ;
- De créer et modifier des régies comptables nécessaires au bon fonctionnement des services du SICOVAD ;
- D'approuver et autoriser la signature des actes préalables et définitifs de toute opération immobilière (acquisition, échange, cession) pour toute transaction dont le montant est inférieur au prix principal de 25 000 € toutes taxes comprises ou 25 000 € net de toutes taxes (hors frais annexes)
- De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales ou organismes l'attribution de subventions ;
- D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- De décider l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 10 000 € ;

**Commande publique :**

- De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, d'un montant inférieur aux seuils européens de procédure formalisée publiés au Journal Officiel de la République Française ;

- De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas quinze ans ;
- De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- D'autoriser, au nom du SICOVAD, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

#### **Juridique :**

- De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- D'intenter au nom du SICOVAD toutes actions en justice ou de défendre le SICOVAD dans les actions intentées contre elle, dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter, tant en première instance qu'en appel en cassation, devant les juridictions de toute nature, dont les juridictions administratives et judiciaires, pour toute action quelle que puisse être sa nature, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'un appel en garantie, d'une constitution de partie-civile, d'une citation directe, d'une procédure de référé, d'une action conservatoire ou de la décision de désistement d'une action. Il pourra se faire assister par l'avocat de son choix ;
- De régler les conséquences dommageables des accidents, dans lesquels sont impliqués des véhicules du SICOVAD pour les cas définis dans les contrats d'assurances que le SICOVAD a souscrit ;
- De passer toute convention n'entrant pas dans le champ du Code des Marchés Publics ;
- D'accepter la fixation des rémunérations et le règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

#### **Ressources Humaines :**

- De procéder aux recrutements d'agents contractuels si la procédure de recrutement n'a pas permis de pourvoir les postes vacants au tableau des effectifs par voie statutaire ;
- De procéder aux recrutements des agents contractuels sur postes non permanents (notamment pour accroissement d'activité et par le biais de contrats aidés)
- De procéder aux recrutements d'agents contractuels en CDD pour mener à bien un projet ou une opération identifiée ;
- De procéder aux recrutements d'agents contractuels sur postes permanents, conformément aux cas prévus par les articles 3-1 et suivants de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
- D'opérer les créations/suppressions de postes et modifications du tableau des effectifs aux fins d'avancement de grade ;
- De décider du recours au contrat d'apprentissage et conclusion des contrats correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget ;
- De définir les modalités d'exercice du travail à temps partiel ;

#### **Article 2 :**

La signature par M. Maxime DUFOUR des pièces et actes repris à l'article 1 du présent arrêté sera précédée de la formule indicative suivante « par délégation du Président ».

#### **Article 3 :**

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé
- Publié au recueil des actes administratifs

Et dont ampliation sera transmise :

- au comptable de la collectivité

**Article 4 :**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Notifié à l'intéressé le : 6/11/2020



Le 15 octobre 2020

Philippe CLAUDON

Le Président

